

## **Développement rural vs urbanisation, quels enjeux ?**

L'urbanisation aura-t-elle raison des agricultures familiales en Afrique de l'Ouest ? Pour ouvrir le débat, nous avons proposé à deux interlocuteurs de choix, défenseurs de thèses opposées, de répondre à quelques questions. Jean-Marie Cour, économiste, et Ndiogou Fall, président du Roppa, se sont prêtés au jeu.

*Version intégrale et illustrée de l'entretien avec Jean-Marie Cour, [jeancour@numericable.fr](mailto:jeancour@numericable.fr). Pour de plus amples informations sur les travaux de Jean-Marie Cour, on pourra se reporter au bilan du programme Ecoloc (Relance des économies locales en Afrique de l'Ouest). Ce programme, piloté par François Yatta du Partenariat pour le développement municipal (PDM), Jean-Marie Cour et Michel Arnaud, a été lancé en 1997 à l'initiative conjointe de l'OCDE – Club du Sahel et du PDM afin de doter les communes africaines des outils nécessaires à l'exercice des responsabilités qui leur incombent, [www.pdm-net.org](http://www.pdm-net.org) et [www.oecd.org/sah](http://www.oecd.org/sah)*

## **Grain de sel : Le mouvement d'urbanisation en cours dans les pays ouest-africains constitue-t-il une menace ou au contraire une opportunité pour le monde rural et les producteurs agricoles ?**

Jean-Marie Cour : Avant de répondre à cette question, je crois nécessaire de rappeler quels sont les enjeux du peuplement en Afrique Sub-Saharienne (ASS).

L'ASS, dernière région de la planète à accomplir sa transition démographique, est confrontée à la multiplication par dix de sa population totale en l'espace d'un siècle. Une telle croissance de la population ne peut évidemment pas être uniformément répartie dans l'espace. Des pays comme le Rwanda et le Burundi, déjà très densément peuplés dans les années 1960, ou des pays soumis à de fortes contraintes agro-climatiques comme les pays sahéliens peuvent difficilement supporter le décuplement de leur population totale, alors que des régions voisines comme le Kivu ou le Maniéma de la RDC et les pays côtiers d'Afrique de l'ouest sont encore sous-peuplés compte tenu de leurs ressources et de leur situation par rapport aux marchés. Songez à ce que seraient aujourd'hui les conditions de vie en Lozère ou sur le plateau de Millevaches si la répartition de la population française sur le territoire national était aujourd'hui homothétique de celle des années 1860!

Le mouvement d'urbanisation constaté en ASS est la conséquence naturelle de cette « explosion démographique » et de l'ouverture au monde et à l'économie de marché. L'« explosion démographique » résulte tout simplement de la baisse plus rapide de la mortalité que de la natalité, et l'ASS ne fait que retrouver sa part dans la population totale de la planète après une longue période de rapide régression relative due entre autres à la traite des esclaves et aux pandémies. Quant à l'ouverture au monde, elle est tout aussi incontournable, et ce d'autant que les anciennes puissances coloniales ont tout fait pour empêcher les africains de se mettre à l'abri des influences étrangères : l'Afrique balkanisée en une cinquantaine d'états, ne peut faire comme la Chine.

N'oublions donc jamais que l'ASS est par excellence la région de la planète en voie de peuplement, et abstenons nous de raisonner comme si la population était une donnée figée. Pendant la phase de transition, la mobilité géographique et sociale est une condition *sine qua non* de la soutenabilité de la croissance de la population totale. C'est la condition première de ce qu'on appelle le développement durable. Les réponses à la plupart des questions que vous posez en découlent.

### ***Urbanisation, menace ou opportunité pour le monde rural et les producteurs agricoles ?***

Une précision : le terme « urbanisation » signifie que la population classée comme urbaine représente une part croissante de la population totale. Entre 1930 et 2030, la population totale aura été multipliée par dix et la population urbaine aura été multipliée par cent, mais la population rurale aura été multipliée par six : pendant cette phase de peuplement, on ne peut parler comme dans le cas de la France d'exode rural.

Encore une précision de vocabulaire. J'appelle « rendement agricole » la production par km<sup>2</sup> et « productivité » la production par agriculteur. A population totale et surface agricole totale données, le rendement moyen nécessaire pour assurer l'autosuffisance alimentaire est évidemment indépendant du niveau d'urbanisation. Si la surface cultivée croît moins vite que la population totale, le rendement agricole moyen permettant de maintenir le même niveau d'autosuffisance alimentaire doit augmenter, ainsi par conséquent que le coût des intrants nécessités par l'intensification.

Quant à la productivité, elle doit croître en moyenne comme le rapport entre la population totale et la population d'agriculteurs. Si, du fait de l'urbanisation, une part croissante de la population ne produit pas de matières premières alimentaires, la population agricole restante est appelée à produire un « surplus » croissant nécessaire à la satisfaction des besoins de la population non agricole : le surplus par agriculteur, ou « productivité agricole marchande » doit augmenter en première approximation comme le rapport de la population non agricole à la population agricole.

Grâce à la vente de ce surplus, les agriculteurs accèdent aux moyens de se procurer des outils et des intrants d'origine extra-agricole, indispensables à l'accroissement des rendements. Parallèlement, ils peuvent accéder à la consommation de biens et services non agricoles monétarisés (tels que la formation, l'information, etc.) dont le besoin ressenti constitue une motivation essentielle de la croissance de leurs revenus monétaires et donc de leur productivité marchande. Enfin, assurés de pouvoir se procurer sur le marché ce qu'ils ne produisent plus eux-mêmes, les agriculteurs peuvent se spécialiser dans certaines productions. En matière de production alimentaire, la demande est la condition *sine qua non* de l'offre. Si aucun acheteur (commerçant, transporteur) ne se présente, si on est loin de toute place de marché, il faudrait être fou pour extraire du sol plus de tubercules ou récolter plus de pastèques que ce qui est nécessaire pour satisfaire les besoins locaux.

La réponse à la question qui vient naturellement à l'esprit quand on se promène dans la région de Koudougou ou de Pô - « les agriculteurs burkinabé pourraient-ils être beaucoup plus productifs et plus riches ? » (sous-entendu : ces pauvres burkinabé sont de piètres paysans. Envoyons-leur des vulgarisateurs et offrons-leur des projets agricoles pour les inciter à produire plus) - apparaît clairement à la lecture du tableau joint.

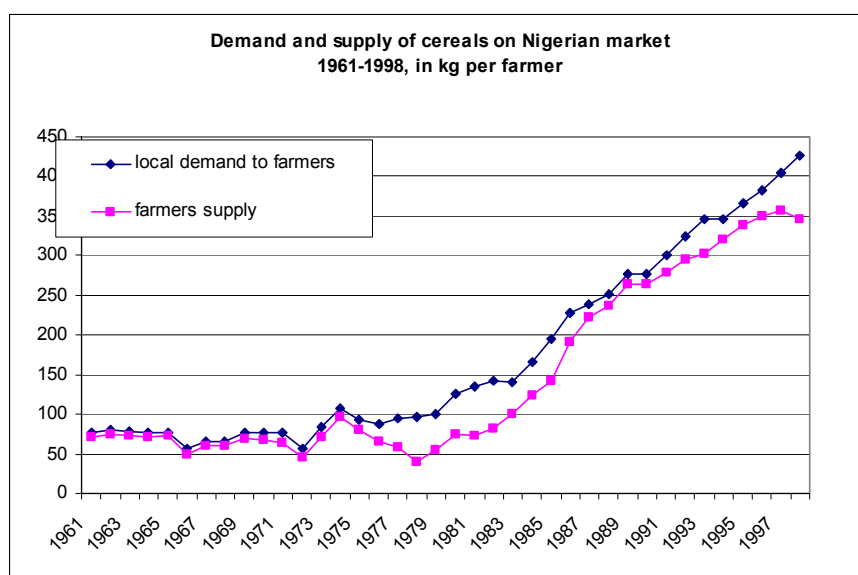
<b>Taille comparée du marché intérieur</b>			
	<b>Burkina Faso</b>	<b>France</b>	<b>Etats Unis</b>
<b>Primaire en % de la main d'œuvre totale</b>	<b>92%</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>
<b>Taille du marché intérieur par agriculteur</b>	<b>0,08</b>	<b>17</b>	<b>34</b>
<b>Taille relative (Burkina = 1)</b>	<b>1</b>	<b>209</b>	<b>410</b>

On objectera que le marché ou telle exploitation agricole peut en effet tirer des revenus substantiels de la vente de produits destinés à l'exportation au loin, comme le café ou le coton. Ces cultures d'exportation apportent un avantage décisif à la balance des paiements.

Mais ce ne sont pas ces marchés au loin qui seront le principal facteur de croissance du revenu monétaire moyen par agriculteur, et ce pour deux raisons. D'abord parce que, sauf cas particulier, les produits primaires destinés au marché mondial ne représentent guère plus de 1 % de la valeur ajoutée primaire totale. Ensuite et surtout, parce que, au cours des deux prochaines décennies, le marché mondial de ces produits ne devrait croître en volume qu'à un taux inférieur à celui du nombre d'agriculteurs africains : il faudrait que l'Afrique accroisse considérablement ses parts de marché pour que le revenu moyen par agriculteur en profite. Cette contrainte de marché ne joue évidemment pas pour le marché intérieur des produits primaires (alimentation, bois, etc.) : par agriculteur, ce marché a des perspectives de croissance comparables à celles du rapport entre le nombre d'urbains et le nombre de ruraux, c'est-à-dire considérables, comme le montre le tableau suivant :

<b>% d'urbains</b>	<b>U/P</b>	<b>10%</b>	<b>30%</b>	<b>60%</b>	<b>80%</b>
<b>% de ruraux</b>	<b>U/R</b>	<b>90%</b>	<b>70%</b>	<b>40%</b>	<b>20%</b>
<b>Taille du marché</b>	<b>U/R</b>	<b>0.11</b>	<b>0.43</b>	<b>1.50</b>	<b>4.00</b>

Les pessimistes objecteront aussi que les agriculteurs africains ne pourront pas faire face aux besoins du marché urbain. C'est bien ce que voudraient nous faire croire les statistiques officielles, toujours biaisées, et les prévisions alarmistes, chaque fois démenties par les faits. Il est exact que le processus d'urbanisation s'accompagne en général d'un déséquilibre entre demande et offre de biens et services courants (dont l'alimentation). Mais rien ne permet d'affirmer que ce déficit est irréversible. A la courbe de croissance de la population urbaine, qui sur la longue durée, a la forme d'une courbe logistique, correspond une courbe de demande urbaine et une courbe d'offre correspondante, décalée du temps nécessaire pour que l'offre s'ajuste à la demande. Pour l'ensemble de l'Afrique de l'ouest, ce « retard » est aujourd'hui de l'ordre de deux ans seulement (soit un déficit de l'ordre de 6 à 7 % de la demande alimentaire régionale), et il a plutôt tendance à décroître. La France a connu un décalage bien pire au 19<sup>ème</sup> siècle. Le tableau suivant illustre cette question dans le cas du Nigeria et des céréales.




**GDS : N'y a t-il pas un risque de voir les populations urbaines consommer essentiellement des produits issus du marché mondial (produits alimentaires, vestimentaires, équipement) et se détourner des produits locaux?**

JMC : Le risque existe, bien évidemment. Mais il faut d'abord comprendre que, en suscitant l'apparition de produits alimentaires nouveaux, l'urbanisation contribue à la sécurité alimentaire régionale à long terme. Certains de ces besoins nouveaux qui apparaissent avec l'urbanisation sont tout simplement entraînés par les contraintes de la vie en ville, d'autres sont introduits par les résidents venus d'ailleurs, ou inspirés de l'étranger. Trois exemples : le pain et le petit déjeuner à base de café au lait et de tartines beurrées à Abidjan, plus faciles à préparer et à consommer que les bouillies traditionnelles, les céréales comme le mil et le sorgho en Côte d'Ivoire, et symétriquement les tubercules au Burkina Faso. Ces besoins nouveaux sont initialement satisfaits grâce aux importations. Le rôle initial des importations est précisément de susciter et de vulgariser ces besoins nouveaux, qui créent un marché. La plupart des produits alimentaires de base consommés aujourd'hui en Afrique, comme le blé, le maïs, le manioc, la pomme de terre, la banane, l'arachide, etc., sont d'origine importée, leur consommation a été introduite, d'abord dans les villes puis en milieu rural, par des marchands ou par les colonisateurs. La demande croissante de ces produits nouveaux crée les conditions de l'apparition d'une offre locale correspondante, si le produit peut être acclimaté dans la région, ou de produits de substitution. Si ces nouveaux produits n'avaient pas été introduits, l'Afrique ne pourrait pas nourrir le quart de sa population actuelle.

Ceci dit, les villes africaines sont en effet particulièrement vulnérables à l'invasion de produits étrangers, des pantalons usagés et des voitures d'occasion d'Europe aux ustensiles de cuisine venus de Chine, et bien entendu à l'« aide alimentaire ». Il est inutile de revenir ici sur cette question bien connue, sauf pour affirmer avec force que la meilleure façon d'aider les pays africains c'est de cesser de violer leur droit à protéger leurs marchés. Avec une population totale et donc un marché régional comparables à ceux de la Chine, l'Afrique balkanisée en une cinquantaine de petits états est malheureusement beaucoup moins bien armée.

**WALLSDAN INTERNATIONAL —  
WEST VIRGINIA, USA**  
*(WORLDWIDE EXPORTER OF USED CLOTHING & SHOES)*



**SPECIAL PACKAGE FOR THE WEST AFRICAN MARKETS**  
Giant bales of 432 kg av. weight sorted and graded into  
Broad Clothing Groups.

**GOOD QUALITY AND COMPETITIVE PRICES.**  
Customers without re-packing facilities may rent a space in our  
**TEMA BONDED WAREHOUSE**

FOR FURTHER INFORMATION CONTACT

**WALLSDAN INTERNATIONAL**

**GDS : L'urbanisation est-elle une condition de l'accroissement de productivité, de la transformation de l'agriculture et de l'accroissement des revenus paysans ou y a-t-il d'autres voies de développement possibles ? et si oui lesquelles?**

JMC : La réponse à la première partie de la question est déjà faite.

*Y a-t-il d'autres voies de développement possibles ?* La réponse dépend évidemment du pays ou de la zone considérée. L'Afrique est immense et diverse. Une fraction significative des ruraux gabonais peut compter sur le développement des parcs naturels et le tourisme comme principale source de revenus. L'artisanat d'art peut jouer un rôle comparable ailleurs.

Mais le sens de la question est sans doute : « pourquoi ne pas promouvoir ce que la Banque Mondiale appelle « off farm activities<sup>1</sup> » ? Bien sûr qu'il le faut. Mais sans se faire d'illusions. La part des revenus totaux de la population rurale procurée par la production primaire est majoritaire et le restera encore longtemps comme le montre le tableau suivant relatif au Cameroun.

## Revenu rural par source et par strate

Valeurs par habitant en milliers de FCFA

<b>Cameroun</b>	<b>2002</b> u=49 %	<b>2012</b> u=57 %	<b>2020</b> u=65 %
<b>Par source de revenu</b>			
Valeur ajoutée primaire	<b>163</b>	<b>242</b>	<b>329</b>
Valeur ajoutée non primaire	<b>44</b>	<b>78</b>	<b>125</b>
Transferts d'origine intérieure	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>11</b>
Transferts du reste du monde	<b>12</b>	<b>21</b>	<b>31</b>
<b>Revenu rural total</b>	<b>226</b>	<b>350</b>	<b>495</b>
<b>Secteur primaire en % du revenu rural total</b>	<b>72%</b>	<b>69%</b>	<b>66%</b>

Il faut aussi souligner qu'une fraction importante des activités non primaires en milieu rural dépendent du complexe primaire : activités en amont du processus de production primaire, activités en aval (transformation –commercialisation) et activités induites par la distribution des revenus d'origine primaire (services domestiques, etc.). Le multiplicateur d'emploi et d'activité primaire croît avec la productivité primaire, et favorise les zones où la productivité primaire est la plus forte et non les zones les plus marginales.

Enfin, n'oublions pas que les petites villes dont le nombre croît avec l'urbanisation sont les pôles du développement rural et les foyers des économies locales, véritables zones de prospérité urbano-rurale.

**GDS : Les campagnes ont-elles le potentiel social, politique nécessaire pour retenir les populations ? Pourquoi ? Comment ?**

JMC : Si on se pose cette question, c'est que l'on n'a pas vraiment pris la dimension des enjeux du peuplement en ASS. Il y a bien sûr des pays où une fraction très importante de la croissance naturelle de la population rurale est restée en milieu rural. Mais dans l'immense majorité des cas, c'est non par choix des intéressés, mais du fait de l'absence d'alternatives ou

---

<sup>1</sup> Activités rurales non agricoles

sous la contrainte de politiques délibérées : exemples du Rwanda, du Burundi, de l’Ethiopie, de la Chine jusqu’à la mort de Mao, du Vietnam jusqu’en 1995. Tous ces pays, et leurs ressortissants, ont eu à en pâtir.

On objectera sans doute que l’accapement des meilleures terres par une minorité de grandes exploitations créerait des hordes de paysans sans terre n’ayant d’autre choix que d’émigrer. Sauf en Afrique australe, ce type de situation n’est pas fréquent, contrairement au cas de l’Amérique latine. Je pense même qu’il ne faut rien faire qui décourage le développement en Afrique d’exploitations agricoles d’une taille très supérieure à la moyenne.

Enfin, cette question me donne l’occasion de rappeler que le moyen le plus efficace pour « lutter contre la pauvreté » comme on dit aujourd’hui est d’offrir au maximum de gens des alternatives, et de les encourager à tenter leur chance ailleurs ou dans un autre métier si leur situation actuelle leur semble sans espoir. Ce n’est pas l’approche préconisée dans les PRSP<sup>2</sup> et qui consiste à « cibler les pauvres » et à leur apporter là où ils sont et dans l’activité qui est la leur une aide pour leur rendre la vie plus supportable.

### **GDS : Les villes africaines ont-elles le potentiel social, politique nécessaire pour accueillir les ruraux ? Pourquoi ? Comment ?**

JMC : Ma réponse est, globalement et sous réserves quant aux politiques et pratiques actuelles, positive. Mais la démonstration ne peut en être apportée en quelques mots. Plutôt que de résumer jusqu’à la caricature, je pense plus raisonnable de renvoyer les lecteurs à des articles parus dans d’autres revues.

### **Bibliographie**

Cour, J.M., Snrech, S. [1998], Pour préparer l’avenir de l’Afrique de l’ouest : une vision à l’horizon 2020, OCDE, Paris.

Cour, J.M. [2000], Population dynamics, urban-rural linkages and local development in West Africa : a demo-economic conceptual framework. World Bank, Washington D.C., March 2000.

Arnaud, M., Bosssard, L. Cour, J.M., Yatta, F.P. [2001], Gérer l’économie localement en Afrique, Manuel Ecoloc, OCDE et PDM, Paris.

Cour, J.M. [2001], Migrations, urbanisation et transformation du monde rural au Vietnam, *MAE et ISTED, Paris*.

Cour, J.M. [2003] Urbanization and sustainable development: A demo-economic conceptual framework and its application to Vietnam, MAE, Paris.

Cour, J.M. [2003] Dans les pays en voie de peuplement, la première chose à faire est de remettre la variable peuplement au centre des raisonnements Projet de contribution à la Conférence AFD-EUDN de 2003 sur le thème : sur le thème « Pauvreté, inégalités et croissance : quels enjeux pour l’aide au développement »

Cour, J.M. [2004], « Cahiers d’études et de recherches francophones », Agricultures, Volume 13, Numéro 1, Janvier - Février 2004, p.158-165.

Cour, J.M. [2004] Revue du secteur urbain du Cameroun, poids économique des villes, Banque Mondiale, Washington D.C.

Cour, J.M. [2005] Investissements de peuplement et d’urbanisation, besoins de financement et implications pour la coopération internationale, Numéro 80 de la revue Techniques financières et développement, Epargne sans Frontière.

Cour, J.M. [2005] Les agences d’aide auraient-elles besoin d’un ajustement structurel ?

---

<sup>2</sup> Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté